

Recherches sociographiques



Louise BOIVIN et Mark FORTIER (dirs), *L'économie sociale : l'avenir d'une illusion*

Gérard Bélanger

Volume 40, numéro 2, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057290ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057290ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bélanger, G. (1999). Compte rendu de [Louise BOIVIN et Mark FORTIER (dirs), *L'économie sociale : l'avenir d'une illusion*]. *Recherches sociographiques*, 40(2), 368–370. <https://doi.org/10.7202/057290ar>

Louise BOIVIN et Mark FORTIER (dirs), *L'économie sociale : l'avenir d'une illusion*, Montréal, Fides, 1998, 229 p.

Qu'inclut l'économie sociale ? Le titre d'un livre bilingue sert à en délimiter le sujet ; *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique ; The Third Sector. Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*. Quand on distingue l'économie privée et l'économie publique, l'économie sociale entre dans le privé. Englobant beaucoup d'organisations privées qui ne sont pas la propriété du capital, l'économie sociale inclut des coopératives, des institutions sans but lucratif, des organismes communautaires et aussi la famille. Dans la comptabilité nationale, l'économie sociale fait partie du secteur des particuliers et des entreprises individuelles.

En France comme au Québec, les travaux académiques sur l'économie sociale proviennent principalement de sociologues qui se font les promoteurs de ces types d'organisation. Dans ma recherche documentaire pour préparer un cours sur le sujet, deux points m'ont frappé : la conversion de beaucoup d'intellectuels du marxisme au communautaire et le retard des économistes à étudier l'économie sociale.

Chez beaucoup de propagandistes de l'économie sociale, il y eut un passage du marxisme au communautaire. À première vue, ce changement surprend. Le marxisme s'est incarné dans la centralisation, avec un État omniprésent et des plans détaillés ; il visait une société normée. À l'opposé, l'économie sociale s'inscrit dans une économie décentralisée, ouverte à l'initiative et à la création. La flexibilité y est privilégiée. Toutefois, cette conversion des propagandistes ne touche pas leur opposition à l'organisation capitaliste où la propriété de l'entreprise relève des détenteurs du capital. L'ennemi n'est pas la décentralisation mais une forme répandue de celle-ci, l'entreprise capitaliste.

La superficialité caractérise une grande majorité des écrits en économie sociale. L'analyse y est rudimentaire. Toutefois, un reproche majeur s'adresse aux économistes : ils s'intéressent peu aux composantes de l'économie sociale. Pourtant, dans la pléthore des écrits économiques américains, des références pertinentes existent.

Le présent gouvernement du Québec privilégie le développement des entreprises de l'économie sociale, des coopératives et des organismes sans but lucratif. Les deux programmes mis en place en 1997 montrent qu'il ne fait pas confiance aux mécanismes de la concurrence. Il choisit d'imposer un mode d'organisation en limitant les subventions aux seuls clients d'entreprises d'économie sociale.

D'un côté, les garderies à but lucratif doivent se transformer en une autre forme d'organisation pour recevoir l'aide de l'État. De l'autre, tout résident du Québec peut maintenant bénéficier pour les services d'aide domestique, d'une exonération financière de 4,00 \$ l'heure de service seulement s'il fait affaire avec les organismes sans but lucratif et les coopératives reconnus par la régie régionale de la santé et des services sociaux. La PME à but lucratif est exclue des deux secteurs. L'État empêche la concurrence dans les formes d'organisation et pour l'aide

domestique, il tend à créer un monopole territorial. Pour les tenants de l'économie sociale, la concurrence est bonne pour les « autres ».

Revenons au livre de Boivin et Fortier. Comme l'indique son titre, il propose de multiples critiques face au récent engouement pour les entreprises d'économie sociale. Les auteurs y voient une déresponsabilisation de l'État et une dévalorisation du travail fourni par les femmes, une moins grande participation des usagers et des producteurs, une normalisation des groupes communautaires, une disparition de droits sociaux et économiques, un instrument pour implanter des politiques de *workfare*, et enfin, une « salarisation » forcée au lieu du pari de la libre activité et de la libre socialisation.

Comme les deux directeurs de cet ouvrage sont des journalistes, ils réussissent à présenter au dernier chapitre un excellent résumé des contributions, et cela en moins de six pages (p. 217 à 222). À mon avis, le lecteur y trouvera presque tout ce qu'il peut retirer de la lecture de ce livre, même si la majorité des chapitres sont écrits par des professeurs d'université.

Pour une personne formée aux sciences sociales, ce livre déçoit par la superficialité de l'analyse et par le recours à la réflexion discursive qui informe peu. À preuve, les répétitions fréquentes de l'expression « Les études démontrent... », comme si on se situait dans un monde de mathématiques. De plus, les phénomènes de base qui appuient les réflexions de toutes les parties du livre sont très mal perçus ; c'est le cas de la crise de l'État-providence et la « décomposition » du marché du travail.

L'âge des gros gouvernements est loin d'être terminé. Le rapport des dépenses publiques sur la production (PIB), un indicateur incomplet mais le plus souvent utilisé pour mesurer l'importance de l'État, montre pour un ensemble de pays industrialisés une croissance tout au cours du vingtième siècle même si elle a beaucoup décéléré depuis vingt ans. Le rapport était de 8,3 pour cent en 1870, de 9,1 en 1913, de 28,5 en 1960, de 43,3 en 1980 et de 47,1 en 1996. Si on regarde l'Angleterre qui a connu des politiques radicales avec madame Thatcher et son successeur, le rapport des dépenses publiques sur le PIB est passé de 43,0 à 41,9 pour cent de 1980 à 1996. (Toutes les données sont tirées d'un dossier paru dans *The Economist*, 20 septembre 1997.) Concernant le marché du travail, sans nier les changements survenus au cours des deux dernières décennies, il faut noter l'excellente performance du côté de l'emploi et du chômage (moins de cinq pour cent) des États-Unis qui dépasse les attentes de presque toutes les études économiques sur le taux de chômage naturel. Aucune référence n'y est faite dans ce livre qui tend d'ailleurs à s'inspirer d'articles publiés dans *Le Monde diplomatique*.

Les textes, qui sont presque exclusivement orientés vers des prises de position, effleurent tout de même des questions analytiques reliées à l'économie sociale. Comme l'organisation parfaite n'existe pas, il y a concurrence entre différentes formes d'organisations ou d'institutions. Je ne connais pas d'aluminerie ayant adopté la formule coopérative ou le statut d'institution sans but lucratif. Les avantages comparatifs des différentes formes évoluent dans le temps. Les indices de nuptialité montrent que le contrat à long terme qu'est le mariage n'a plus la même

importance aujourd'hui. Cette question est abordée dans le passage suivant : « Enfin, le développement de l'État-providence évite à de nombreuses femmes la *tyrannie du domestique*. Nombre d'emplois occupés par les femmes, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public, parapublic et communautaire, s'apparentent tout de même à des activités typiquement féminines qui étaient auparavant effectuées dans le cadre de la famille. » (P. 34.)

Les organisations de l'économie sociale font partie de l'économie privée et décentralisée. Comme plusieurs offrent des services à des clientèles défavorisées, se pose un problème de financement. Toutefois, la décentralisation se présente comme un tout : un financement centralisé conserve une incompatibilité avec un système ouvert par l'établissement progressif des normes. L'expression suivante résume bien la situation : *He who pays the piper calls the tune*. Plusieurs pages du livre traitent implicitement de ce problème en affirmant que les entreprises d'économie sociale ne se distancient pas suffisamment de l'État.

Les personnes aptes au travail mais à faible productivité ont à la fois peu d'incitations et moins d'occasions de s'insérer au marché du travail. Les présentes réformes de l'aide aux démunis et aux sans-emplois introduites dans différentes juridictions visent à accroître les conditions de l'obtention de l'aide par des programmes de réinsertion au marché du travail. Parmi ceux-ci, se trouve le développement des emplois communautaires par l'économie sociale. Plusieurs contributions à ce livre dénoncent ces réformes au nom du « droit à un revenu d'existence inconditionnel assez élevé pour pouvoir refuser un emploi sous-payé, inutile et dévalorisant » (p. 227). En contrepartie, le célibataire québécois qui gagnait 15 000 \$ en 1997 affrontait un taux marginal d'imposition sur le revenu de 36 pour cent qui s'élevait à 46 pour cent pour un revenu de 27 500 \$. Ce dernier ne perd-il pas une bonne partie de son « droit » à sa rémunération accrue ?

Selon l'étiquette d'un parti politique, ce livre peut être qualifié de progressiste-conservateur : progressiste par la place où se situent ses auteurs dans l'échiquier politique et conservateur par leurs biais pour le *statu quo* dans les politiques.

Gérard BÉLANGER

Département d'économie,
Université Laval.

Marc LESAGE, *Microcité. Enquête sur l'amour, le travail et le sens de la vie dans une petite ville d'Amérique*, Montréal, Fides, 1997, 243 p.

Marc Lesage cherche à comprendre comment les Québécois et Québécoises ont vécu (agi, senti, perçu, exprimé...) avant, pendant et après la Révolution tranquille. Il connaît ce que l'on a dit et écrit sur le sujet, mais il veut remonter en amont des discours d'origines diverses et sonder l'expérience vive des personnes. Son point de